

# L'essentiel du CSEC

## Projet de Loi de Finances 2026

**FO FRANCE TRAVAIL ALERTE** : Le budget 2026 organise l'austérité du service public de l'emploi

Le Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2026 confirme un choix budgétaire lourd de conséquences pour le service public de l'emploi et ses agents. Sous couvert d'"efficacité" et de "rationalisation", le gouvernement réduit drastiquement les moyens de France Travail alors même que l'opérateur doit assumer de nouvelles missions issues de la loi pour le plein emploi.

### Des moyens en baisse, des besoins en hausse

Le programme 102 "Accès et retour à l'emploi", qui porte le cœur de l'action de France Travail, subit une baisse de 11,3 % en autorisations d'engagement et de 4,2 % en crédits de paiement.

Le financement du service public de l'emploi recule lui aussi de plus de 13 % (de 2,09 Md€ à 1,82 Md€).

Cette contraction budgétaire intervient alors que l'opérateur doit prendre en charge les missions nouvelles issues de la loi Plein emploi.

**FO dénonce une politique incohérente** : plus de missions, mais moins de moyens pour les exercer.

### Une réduction d'effectifs qui fragilise le service

Le plafond d'emplois de France Travail serait réduit à 48 632 équivalents temps plein (ETP), soit une baisse de plus de 500 ETP en un an.

Ces suppressions s'ajoutent à une dégradation continue des conditions de travail : surcharge administrative, multiplication des outils de pilotage, objectifs irréalistes et pression hiérarchique accrue.

### FO alerte :

« Cette politique de contraction des effectifs met en péril la qualité de l'accompagnement des demandeurs d'emploi et la santé des agents. »

### Des conséquences directes pour les demandeurs d'emploi

Pour les demandeurs d'emploi, la baisse des moyens se traduira par :

- une diminution du suivi individuel, voire sa disparition pour certains publics
- des délais allongés dans les accompagnements intensifs
- une offre de formation restreinte pour les demandeurs d'emploi (-49 % sur les crédits de formation)

Les publics les plus fragiles – jeunes sans qualification, chômeurs de longue durée, personnes en situation de handicap – seront les premières victimes de cette politique d'austérité.

### FO France Travail exige :

- l'arrêt immédiat des suppressions de postes et l'augmentation des effectifs
- une revalorisation salariale immédiate pour l'ensemble des agents
- la garantie des moyens budgétaires nécessaires pour assurer un accompagnement de qualité des demandeurs d'emploi

“

**FO appelle la représentation nationale à une prise de conscience nécessaire sur les moyens de l'opérateur. Les moyens existent. Il faut les donner à France Travail.**



Retrouvez le compte-rendu détaillé et toutes nos actualités sur notre site internet

<https://www.fofrancetravail.fr>

Les élus FO ont rendu un avis circonstancié sur la politique sociale